

Dossier : Tourisme participatif #2 Interview du Dr. Daiane Seno Alves

8- 20/09/2020 *“Des habitants s’organisent pour protéger et valoriser leur territoire. Ils en retirent un attachement plus fort à leur terre, à leur quartier, de nouvelles compétences et une nouvelle source de revenus – c’est ainsi que se décline l’empowerment dans le tourisme” Ph.D./ Dr Daiane Seno Alves*

Les trois sites présentés dans le dossier #1 montrent qu’une autre offre touristique est possible... sous réserve de réunir certaines conditions comme l’explique le Dr. Daiane Seno Alves, géographe, auteure d’une thèse sur le tourisme participatif au Brésil*.

Hôtel du Nord, Acolhida na Colônia, Tucum, quels sont les points communs de ces trois destinations du tourisme participatif ?

Dr. Daiane Seno Alves : Dans ces initiatives pionnières, nous retrouvons à chaque fois, des personnes en situation de fragilité, d’inégalité ou d’exclusion. On identifie aussi très vite un leader, un acteur clé, moteur et porteur de la démarche. Il s’agit souvent d’un individu qui s’associe à d’autres personnes ou organisations (des associations la plupart du temps) pour donner vie et faire vivre le projet. L’ouverture sur des partenaires publics, privés ou avec d’autres acteurs de l’économie solidaire est aussi présente dans les trois initiatives. Les liens noués le sont avec d’autres associations locales ou étrangères, avec les collectivités territoriales, l’État ou les institutions européennes, des partenaires privés (banques, fondations, etc.) et touristiques. Ces collaborations débouchent sur des

financements, la promotion ou la co-création d'offres et sur des échanges.

Ce sont des démarches de qualification territoriale par les habitants qui via la connexion et le partage entre les parties prenantes, contribuent au développement local et à une prise de conscience commune de la valeur locale. Ce sont également des mouvements participatifs d'éducation à l'environnement, au tourisme, à la culture et à la politique

Leur atout principal est évidemment l'engagement fort des habitants, qui outre les bénéfices économiques en retirent estime de soi, sentiment puissant d'appartenance à une communauté, et fierté. Autre point fort, l'importance de l'apprentissage mentionnée auparavant. Je retiens également la capacité à s'auto-organiser en réseau, à fixer ses propres règles de sécurité, de soutien, et à adopter des modes de production plus équitables.

Autre point positif, ces mouvements participent à la transformation de la société ; ils ont un impact sur les politiques, pas seulement locales. Et puis ces actions sont non seulement sources de revenus supplémentaires issus d'un tourisme responsable, mais elles contribuent également au développement humain dans les communautés.

Elles rencontrent évidemment des difficultés : au Brésil, la faible reconnaissance des pratiques de tourisme communautaire par les pouvoirs publics, leurs problèmes financiers qui ne sont pas réglés, la difficulté d'étoffer les équipes avec pour corrélation la surcharge de travail des habitants engagés, et enfin, le déséquilibre entre les revenus issus du tourisme et ceux des activités traditionnelles.

En France, comme au Brésil, le risque de privatisation des territoires ou de centralisation des expressions et usages du patrimoine culturel demeure. Je note une défiance et un clivage qui perdurent entre les acteurs économiques, les institutions politiques et les habitants. Ces derniers se

méfient des élus qui de leur côté, ne reconnaissent pas les collectifs comme des partenaires à part entière à associer à leurs projets.

Localement, quels changements sont induits par ce tourisme participatif ?

DSA : Grâce à ces réseaux, l'habitant voit son territoire avec des yeux nouveaux, celui de son hôte. Il valorise son environnement et en éprouve de la fierté. Il en retire aussi un complément de revenus, la possibilité de rester sur ses terres et de continuer à vivre de son savoir-faire. Les paysans arrivent ainsi à lutter contre l'exode rural et à résister à la pression foncière. Dans ses exemples, paysans comme citadins partagent les valeurs d'hospitalité et reprennent possession de leur espace en tant que du patrimoine naturel et culturel.

Quant au visiteur, il s'initie aux différents milieux et à leurs richesses révélées par les locaux, richesses naturelle, culturelle et savoir-faire. Il vit une reconnexion homme-nature et découvre des récits et des coutumes traditionnelles. Il expérimente des produits locaux, une consommation de produits bios et est sensibilisé aux productions familiales. Enfin il porte un nouveau regard sur des territoires stigmatisés et donc peu touristiques.

Et au-delà, ces réseaux sont-ils porteurs de quelles transformations plus profondes ?

DSA : D'abord, ils envoient un message clair sur un tourisme plus responsable et sur la diversité des pratiques. Que ce soit sur la côte, dans un milieu rural ou en ville, le

tourisme communautaire s'adapte, il devient tourisme de plage, agrotourisme ou tourisme urbain. Son fonctionnement participatif peut relever de statuts divers, réseau, association, coopérative et remporter des résultats assez impressionnants ; preuve qu'un tourisme plus responsable fondé sur l'engagement des habitants est aussi porteur d'un nouveau modèle de développement démocratique.

Dans le cas du réseau Tucum, les familles luttent pour la protection de leurs terres, contre le tourisme de masse et les grands investissements fonciers en vigueur sur la côte du Ceará. Acolhida na Colônia travaille pour le développement durable, la protection de l'environnement et de l'agriculture familiale via le tourisme. Hôtel du Nord s'appuie sur la Convention de Faro du Conseil d'Europe pour donner aux habitants de quartiers stigmatisés de Marseille le pouvoir qui leur revient de droit afin qu'ils contribuent à la valorisation de leur territoire. On voit bien que tous les participants demandent à être parties prenantes dans les décisions qui concernent leurs terres et leur avenir. Ils démontrent qu'ils sont capables de définir eux-mêmes le mode de développement qu'ils souhaitent et de le mettre en œuvre.

Que reprenez-vous de ces expériences ?

DSA : Grâce à la mobilisation de la population locale de nouvelles pratiques touristiques, plus respectueuses du territoire, des habitants, de leur histoire et de leur mode de vie, peuvent émerger ; c'est grâce à une envie d'être reconnue en tant qu'un acteur de son avenir, en capacité de défendre ses intérêts, de protéger ce qui lui est cher. Les défis sont pourtant nombreux et pas toujours faciles à surmonter.

Ces expériences donnent de l'espoir. Elles nous disent que malgré les difficultés, il est possible localement et à plus grande échelle de « faire autrement et mieux », ensemble et

pour le bien collectif. Elles montrent également qu'il est possible de changer le regard de la communauté locale sur son propre territoire grâce à la valorisation de l'extérieur via le regard des touristes.

Et enfin, outre tous les bénéfices écologiques, financiers, politiques et sociaux que ces initiatives participatives génèrent, nous ne pouvons pas oublier leur contribution à la construction de relations plus humaines basées sur la convivialité, l'échange, le respect et le partage de valeurs entre visités et visiteurs.

Tourisme et empowerment !

A première vue, ces deux termes se situent aux antipodes. Pourquoi ? Parce que l'idée que l'on se fait du tourisme laisse peu de place à une réflexion sur le système de relations instaurées par la transformation d'un territoire en destination touristique. Et puis la saison des vacances n'est pas propice aux dissertations sur les modèles décisionnels qui prévalent dans la construction d'une offre touristique ni sur la prise en compte de l'identité culturelle des populations locales, ni sur le fait qu'elles soient ou non associées aux projets de développement et encore moins sur les retombées économiques.

Pourtant des initiatives fleurissent un peu partout sur la planète qui viennent démentir l'idée d'un tourisme réduit à un produit de masse, stéréotypé.

Quelle définition donneriez-vous de l'empowerment dans le tourisme ?

DSA : D'abord il faut reconnaître que le tourisme compris comme un ensemble d'offre de services recouvrant l'achat de billets, de nuitées, de déjeuners et d'attractions... n'est pas

a priori un secteur de prédilection pour l'empowerment. Cependant, si nous adoptons un autre point de vue que celui du consommateur de voyages et **si nous considérons que derrière toute destination et toute offre touristique, il y a une stratégie, une gestion, et donc des acteurs et des choix à faire (qui impacteront le territoire), alors effectivement une réflexion s'impose sur la participation et le niveau de pouvoir accordé aux personnes.** Il existe différents degrés d'implication et de participation des habitants. Je mentionne, à titre d'exemple, les célèbres travaux de Sherry Arnstein (1969) qui a conçu une échelle pour illustrer la progression du pouvoir citoyen** allant d'une absence de participation (manipulation et thérapie), en passant par une participation populaire faible (information, consultation et apaisement), jusqu'à de hauts niveaux de participation (partenariat, pouvoir délégué et contrôle citoyen). Je considère que l'empowerment se place dans cette dernière dimension, en haut de l'échelle. Les initiatives citées en sont des exemples dans le tourisme : l'empowerment caractérise le processus d'acquisition de pouvoir d'action et de décision des individus ou des communautés sur des sujets qui les concernent directement. Dans les exemples mentionnés, il s'agit de la protection et de la valorisation de leur territoire.

Avez-vous identifié des obstacles à la diffusion de l'empowerment dans le milieu du tourisme ?

DSA : D'abord la participation. C'est un sujet tabou dans beaucoup de domaines dont le tourisme. Force est de reconnaître que les acteurs touristiques, économiques et politiques, sont peu mobilisés pour développer une gouvernance du tourisme qui implique les habitants. Si le pouvoir décisionnel reste difficile à partager c'est parce que priorité est donnée à la préservation d'intérêts économiques et politiques. Les décideurs font preuve d'un manque de

volonté mais également d'une mauvaise volonté qui transparait dans leurs discours. Ils affirment que l'habitant n'est pas prêt à participer. Ils invoquent les compétences nécessaires qui leur fait défaut, la lenteur des processus dès lors que les habitants sont associés ou simplement ils constatent l'absence de culture participative dans la société mais ne font rien pour qu'elle advienne.

Un autre frein est dû au manque de sensibilisation – et donc d'intérêt – des habitants pour le développement touristique et son impact sur leur territoire. Ils se réveilleront quand il sera (presque) trop tard, comme lors des manifestations en 2017. Rappelez-vous qu'en Espagne à Barcelone notamment mais aussi au Portugal, en Allemagne, aux Pays-Bas..., les habitants, exaspérés par le tourisme de masse, la spéculation immobilière et la dégradation de leur environnement ont réagi avec des graffitis, des interventions surprises dans des sites touristiques ou en participant à une marche « anti-touristes »... Il est important que des groupes ou des populations se reconnaissent dans des projets communs sur leur territoire.

Nous faisons donc face à un double manque : de sensibilisation au tourisme de la part de la population, et de mobilisation pour développer la participation communautaire de la part des acteurs touristiques.

Mais rappelons que cette posture des acteurs économiques et politiques se place dans un contexte macro dans lequel le modèle touristique encourage le développement d'outils du marché pour créer des territoires plus rentables. Dans ce scénario, les organisations et acteurs de différentes échelles territoriales dialoguent avec difficulté. Ce qui est sûr, c'est que le travail avec l'habitant – de la sensibilisation à la participation – requiert une volonté politique assumée à moyen et long termes. Ce sont à mon avis quelques premiers obstacles qu'il faut lever.

Marie-Georges Fayn

*Alves, D. S. (2018). *Participation et tourisme: quelle place pour la population? Une étude exploratoire d'initiatives participatives au Brésil* (Doctoral dissertation). [1] – thèse soutenue à Université Paul Valéry Montpellier 3, laboratoire ART-Dev.

**Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of planners*, 35(4), 216-224.